

racheter lorsqu'elles sont transformées en produits ouverts, à un prix très élevé.

A mon sens, il faudrait plutôt chercher les moyens de transformer nos industries, de sorte qu'il nous soit possible d'ouvrir nous-mêmes nos matières premières et les mettre ensuite sur le marché, selon les possibilités physiques du pays.

[Traduction]

M. Harold E. Winch (Vancouver-Est): Monsieur l'Orateur, contrairement à l'honorable représentant qui vient de parler, je ne lirai pas un texte préparé et j'espère être comparativement bref. Je n'ai pas l'intention de parler du bill directement; je le ferai plutôt indirectement en donnant suite à la déclaration du ministre d'État (M. Lang) lorsqu'il a présenté le bill cet après-midi. Il a fait alors trois déclarations assez importantes, qui expliquent pourquoi je prends maintenant la parole. Je suis sûr d'avoir noté ses déclarations correctement, et j'aimerais vous en donner maintenant lecture. Dans sa présentation, le ministre d'État a dit en premier lieu que les exportations sont essentielles à l'économie canadienne.

De prime abord, personne ne saurait en douter. Il a dit en second lieu que l'encouragement des exportations doit avoir la priorité. De prime abord, personne à la Chambre n'oserait en douter. En troisième lieu, il a dit que la Société pour l'expansion des exportations faciliterait financièrement l'expansion des crédits à l'exportation. De prime abord, personne ne saurait le nier. Mais, je prétends qu'il est injuste de faire ces déclarations catégoriques sans expliquer la politique du gouvernement sur l'économie du Canada, car pour nous permettre de bien comprendre notre situation économique en ce qui a trait à l'expansion de nos exportations et des crédits, il aurait fallu que le ministre nous dise quels sont ses principes à l'égard de l'économie canadienne et des autres politiques gouvernementales.

Arrêtons-nous d'abord à sa première déclaration. Le ministre nous dit que les exportations sont essentielles à notre économie. C'est exact, bien entendu. Mais la Chambre a le droit de savoir quel est, d'après la politique du gouvernement, le rapport entre les exportations et les importations au sein de notre économie, car si nous augmentons nos exportations, comme nous devons le faire, il nous faudra résoudre le problème du déséquilibre commercial et financier. Nous prétendons qu'il est injuste de parler d'une mesure destinée à augmenter nos exportations si le gouvernement ne nous indique pas comment il songe faire face à notre déficit commercial et financier ou si nous n'augmentons pas nos importations.

Je ne suis pas un économiste, mais je pense avoir suffisamment étudié la question pour savoir qu'il faut des accommodements quelque part. Il serait tout simplement impossible d'augmenter de façon appréciable nos importations à moins d'accroître parallèlement nos importations. Je ne sais si mon ami a été ici assez longtemps pour savoir que chaque fois que nous augmentons les importations, les membres du gouvernement reçoivent à Ottawa des délégations des industries de fabrication, tant de l'Est que de l'Ouest, qui prétendent qu'on les accule à fermer leurs portes. Nous savons que quatre de nos ministres sont maintenant au Japon. Sans doute n'est-ce pas tant pour augmenter nos exportations vers le Japon que pour juguler les importations au Canada, à la suite des plaintes que le gouvernement a reçues quant à l'influence des importations de produits japonais sur certaines de nos industries, qu'il s'agisse de l'industrie du coton, des toiles, de la poterie ou d'autres produits. Il importe donc au premier chef, lorsque le ministre d'État nous dit que les exportations sont essentielles à l'économie canadienne—ce qu'elles sont sans aucun doute—qu'il nous dise également quelle est la politique canadienne en matière d'importations.

Il faut accroître aussi les importations pour équilibrer les échanges commerciaux et la balance des paiements.

• (5.00 p.m.)

Comment allons-nous donner satisfaction aux fabricants canadiens, pour qui les temps sont durs en ce moment et qui ont à faire face à une compétition accrue, si nous augmentons nos exportations? J'espère que le gouvernement le sait. J'estime que les députés, à qui l'on a demandé d'appuyer le bill, ont le droit de savoir à quelle politique aura recours le gouvernement pour régler le problème qui surgira nécessairement quand il faudra accroître le volume des importations parallèlement à l'accroissement des exportations. Celui qui prétend qu'il n'est pas possible d'augmenter en même temps les importations et les exportations ne connaît rien à l'économie d'aucun pays, et à *fortiori* à celle du Canada. J'espère que l'on entendra parler de cet aspect.

Le ministre nous a dit que l'encouragement des exportations doit recevoir la priorité. Une fois de plus, il y a une chose qu'il n'a pas expliquée. Quelle est la politique du gouvernement en ce qui concerne le contrôle des exportations ou la stimulation des exportations si notre propre économie est mal en point? J'ai prêté une oreille attentive à ce que le ministre a dit cet après-midi. Il n'a pas soufflé mot de ce que l'on pourrait faire en vue d'exercer un contrôle sur la Société pour l'expansion